



**Déclaration de la FNEC FP-FO**  
**Comité Social d'Administration Spécial**  
**Départemental des Pyrénées Atlantiques**  
**12 mars 2024**

Monsieur le Directrice Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD des Pyrénées Atlantiques,

Au rapt sur les salaires de la fonction publique du fait de la désindexation du point d'indice de l'inflation (28,5% de pouvoir d'achat perdu depuis 2000) s'ajoutent, chaque année, les économies sur les postes. Là encore, il n'y en a jamais assez ! Aux suppressions de poste prévues par la loi de finance 2024, le Ministre le Maire ajoute, en février, un plan d'économies supplémentaires sans précédent de 10 milliards d'€, sur le dos des services publics et des personnels. Ces économies auront forcément des répercussions sur les postes, les conditions de travail et les conditions d'études des élèves. Nous ne pouvons l'accepter. C'est d'autant plus inacceptable que des milliards sont mis sur la table pour la mise en place du SNU, et la généralisation de l'uniforme. Au sujet de ces économies, pouvez vous nous dire quelles seront les conséquences de ces mesures sur les moyens dans le département ?

Dans le département, pour le 2<sup>nd</sup> degré, le bilan des créations/suppressions est négatif : -12 postes dont 6 en mesure de carte scolaire. Alors que les personnels sont confrontés depuis des années à des réformes d'austérités, et sont fatigués de voir leurs conditions de travail se dégrader, leur métier perdre son sens face aux injonctions de faire toujours plus avec moins, de voir leur salaire perdre de la valeur au fil des ans, il y a toujours des suppressions de postes. Elles sont le résultat de dotations insuffisantes, de la politique des heures supplémentaires, de l'autonomie des établissements. Cependant, nous reconnaissons la qualité des échanges en GT départemental.

Pour FO, il faut en finir avec ces politiques. Pour nous, le seul moyen d'améliorer le niveau des élèves et les conditions de travail, c'est de baisser les effectifs par classe et de recruter massivement dans tous les métiers de l'Education : des enseignants bien sûr, mais aussi des AESH, en leur offrant un vrai statut et un vrai salaire, des infirmières scolaires pour soulager celles qui croulent sous le travail et pour que la santé des élèves soit réellement prise en compte, des CPE, des AED pour assurer la sécurité et l'encadrement des élèves...

A la place de ces mesures de bon sens, on nous impose le « choc des savoirs », qui va désorganiser en profondeur le collège et ne résoudra en rien les problèmes de niveau.

Nous voyons que les collègues en ont assez de la destruction de l'Ecole, et ils s'organisent pour se faire entendre. Dans le département, nous appelons avec d'autres organisations à se mobiliser dans la durée, et rejoindre le mouvement initié en région parisienne sur le mot d'ordre « Pas de moyens ! Pas de rentrée ! » pour enfin se faire entendre.

**Audrey Billerot et Olivia Queysselier**  
pour la FNEC FP-FO des Pyrénées Atlantiques